



Convention relative aux droits des personnes handicapées

Distr. générale
27 février 2013
Français
Original: anglais

Comité des droits des personnes handicapées

Huitième session

Compte rendu analytique de la 82^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le vendredi 21 septembre 2012, à 10 heures

Président: M. McCallum

Sommaire

Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 35
de la Convention (*suite*)

Rapport initial de la Hongrie (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 heures.

Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 35 de la Convention (suite)

Rapport initial de la Hongrie (CRPD/C/HUN/1; CRPD/C/HUN/Q/1 et Add.1) (suite)

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation hongroise prend place à la table du Comité.*

Articles premier à 10 et 11 à 20

2. **M^{me} Nagy** (Hongrie), répondant aux questions posées à la séance précédente, dit que des données précises sur la proportion d'enfants roms inscrits dans des écoles spécialisées ne peuvent être fournies car la collecte de données sur l'origine ethnique est interdite en vertu de la loi sur la protection des données. Cependant, des informations données volontairement par des parents donnent à penser que leur proportion est sensiblement supérieure à la moyenne. Un décret publié par le Ministère de l'éducation en 2010 vise à protéger les groupes minoritaires de la discrimination. De nouvelles lois rendent obligatoires l'évaluation, le suivi et le contrôle du placement d'enfants dans des établissements spécialisés par des experts indépendants. Si le diagnostic initial se révèle incorrect, l'enfant est réintégré dans l'enseignement ordinaire. Les nouvelles procédures fonctionnent bien et seules deux évaluations initiales sur des centaines ont été mises en cause par les experts habilités à recommander le type d'école qu'un enfant devrait fréquenter. La proportion d'enfants concernant lesquels un diagnostic de handicap mental léger a été posé est passée de 2,1 % à 1,6 % en Hongrie.

3. **M. Juhász** (Hongrie) dit que le Gouvernement prend des mesures pour incorporer la définition du handicap énoncée dans la Convention dans le droit hongrois. Il mène des consultations avec des organisations de personnes handicapées et des organismes nationaux compétents et a l'intention d'achever le travail sur les définitions d'ici la fin de 2012. Des consultations sur les autres dispositions de la Convention suivront.

4. **M^{me} Sebestyén** (Hongrie) dit qu'un système national de gestion des crises, qui comprend des réseaux régionaux et nationaux de foyers pour les victimes de la violence familiale, ainsi que des services d'assistance téléphonique ont été créés conformément aux principes énoncés dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Le nombre des foyers est passé de 11 en 2011 à 14 en 2012. En 2012, plus de 2 000 victimes de sévices et de violences ont fait appel aux services du système et 668 enfants ont été accueillis dans les foyers.

5. **M. Tallódi** (Hongrie) dit qu'en vertu des nouvelles mesures introduites en 2009, la police peut délivrer des ordonnances de placement en détention pour protéger les victimes de violences et de sévices. Un projet sur la question de la violence à l'égard des enfants a été mis en œuvre la même année par le Médiateur. Une étude a été faite sur les foyers accueillant des enfants ayant besoin de soins particuliers. Il est important que la police et les autres autorités coordonnent leurs activités en ce qui concerne la tutelle et les arrangements particuliers en matière de garde. Les crimes dont des personnes handicapées sont victimes ne sont pas érigés en infractions distinctes dans le code pénal. Depuis 2012 cependant, les infractions sont considérées plus graves si la victime est une personne handicapée et sanctionnées en conséquence.

6. **M^{me} Kissné Horváth** (Hongrie) dit que des programmes de réadaptation des enfants victimes de la violence familiale sont financés par la Norvège. Le Gouvernement souhaite

en outre mettre en place des programmes en faveur des enfants atteints de handicaps ou de maladies rares.

7. **M. Juhász** (Hongrie) dit que l'accessibilité du système de transports publics est une priorité du Gouvernement. Tous les nouveaux éléments achetés pour le système doivent répondre aux normes en matière d'accessibilité, dans la limite des contraintes financières de l'acquéreur. Les considérations liées à l'accessibilité du système de transports publics ont été pleinement prises en compte pour construire la nouvelle ligne du métro de Budapest, qui doit ouvrir prochainement. Les transports aériens ne sont pas un service public en Hongrie et ne relèvent donc pas du domaine de compétence du Gouvernement. Ils sont néanmoins régis par les directives de l'Union européenne.

8. **M^{me} Kissné Horváth** (Hongrie) informe le Comité que, selon la loi, les avortements sont autorisés jusqu'à la douzième semaine de grossesse en cas de problème de santé grave et jusqu'à la vingtième semaine si le fœtus est atteint d'un handicap grave ou d'une affection menaçant sa vie. Un couple peut aussi faire le choix d'une interruption de grossesse s'il a déjà plusieurs enfants gravement handicapés. L'approche du Gouvernement en ce qui concerne l'avortement met l'accent sur la prévention: elle est axée sur la promotion de la planification familiale et l'information des couples sur les moyens d'éviter les grossesses non désirées. Les soins prénatals, les examens et les conseils sont gratuits et il existe des services spéciaux pour les femmes handicapées pour que leurs grossesses se déroulent dans de bonnes conditions de santé et leurs accouchements dans de bonnes conditions de sécurité.

9. **M^{me} Mógor** (Hongrie) dit que la protection des personnes handicapées dans les situations de risque et d'urgence humanitaire est régie par les lois sur la défense du territoire national et la gestion des catastrophes. Les permis de construire ne sont accordés que si les règles relatives au sauvetage et à l'évacuation des personnes handicapées sont respectées. Les personnels de la gestion des catastrophes sont bien formés et ont des plans, procédures et outils particuliers adaptés aux conditions locales pour procéder au sauvetage et à l'évacuation des personnes atteintes de différents types de handicap. Les pompiers ont une unité spéciale formée à la prise en charge des besoins particuliers des personnes handicapées dans les situations d'urgence. En 2011, un programme destiné à fournir aux enfants des informations correspondant à leur âge, qui contribuent à les préparer aux situations d'urgence, a été établi. Une version adaptée du programme, tenant compte des besoins particuliers des enfants handicapés âgés de 3 à 18 ans, a été mise au point en 2012.

10. **M. Tallódi** (Hongrie) dit que le nouveau Code civil contient des dispositions sur la limitation totale ou partielle de la capacité juridique. La capacité juridique doit, dans tous les cas, être établie par les tribunaux compte tenu des circonstances familiales et de la situation sociale des personnes concernées ainsi que de leur capacité fonctionnelle. L'accompagnement de la prise de décisions est un concept nouveau en droit hongrois mais les personnes handicapées peuvent désormais, si elles le souhaitent, être assistées d'une personne désignée par l'autorité de tutelle locale, selon les modalités fixées par le tribunal. Le tribunal ne peut passer outre les décisions des personnes handicapées en la matière.

11. **M. Szőke** (Hongrie) dit que la loi relative aux droits des personnes handicapées est à l'examen et que la définition du terme «handicap» et de l'expression «personnes handicapées» sera abordée.

12. **M. Tallódi** (Hongrie) dit que, selon le nouveau Code pénal, les personnes que leur handicap ou leur état mental empêche d'apprécier le danger ou le caractère délictueux de leurs actes ne peuvent être sanctionnées pour ceux-ci.

13. **M. Pallo** (Hongrie) dit que des peines de substitution ont été ordonnées pour des délinquants souffrant d'un handicap psychosocial; 23 centres dispensent des traitements adaptés à ce type de cas.

14. **M^{me} Csicsely** (Hongrie) indique que tout traitement inhumain infligé à des personnes souffrant de troubles psychosociaux placées dans un établissement est dûment sanctionné.

15. **M. Pallo** (Hongrie) dit que les services pénitentiaires sont régis par un certain nombre de lois et règlements. Toutes les sanctions, y compris les condamnations à des peines d'emprisonnement, peuvent faire l'objet d'une révision judiciaire. Le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) a félicité la Hongrie pour ses travaux sur la prévention de la torture. Le surpeuplement est un problème, comme dans de nombreux autres pays, et aucun prisonnier n'est soumis à des expériences ou à des traitements médicaux en violation de la loi. Le Médiateur reçoit des plaintes de toute personne, y compris de détenus, et fait des recommandations sur une gamme étendue de questions, y compris les questions d'accessibilité pour les détenus handicapés. Les autorités gouvernementales et le Comité Helsinki de Hongrie, qui est la principale organisation de défense des droits de l'homme du pays, font régulièrement des visites dans les prisons.

16. **M^{me} Csicsely** (Hongrie) dit que la stratégie de remplacement, par des dispositifs communautaires, des grandes institutions sociales qui prennent en charge les personnes handicapées a été formulée après de larges consultations avec des ONG nationales, les citoyens hongrois et les personnes handicapées. La plupart des observations qui ont été faites ont été incorporées dans la stratégie sur trente ans, qui a été divisée en plans d'action triennaux, dont le premier sera évalué en janvier 2014. Un comité indépendant composé, entre autres, de représentants d'ONG et de personnes handicapées, procédera à l'évaluation. Des études sur la faisabilité de la stratégie ont été menées et une évaluation des besoins des résidents a été faite. Toutes les ONG seront autorisées à examiner les rapports intérimaires.

17. L'allocation de vie assistée finance des services pour les personnes handicapées, notamment les personnes atteintes d'un handicap psychosocial, et pour les toxicomanes, entre autres, et vise à les accompagner vers une vie autonome.

18. Les foyers d'hébergement ressemblent à des immeubles d'habitation ordinaires et se composent d'appartements indépendants et d'espaces communs pouvant accueillir un maximum de 30 personnes; ils sont entièrement accessibles aux personnes handicapées et les résidents sont libres d'aller et venir à leur guise. Ces foyers ne peuvent se trouver que dans des zones construites, à proximité des moyens de transport public, mais ne doivent pas être trop proches les uns des autres. Une nouvelle méthode d'évaluation des besoins a été mise au point et un cours d'orientation organisé pour les futurs résidents des foyers d'hébergement. Il est prévu d'étendre les services proposés aux résidents des foyers aux personnes handicapées qui vivent dans leur propre logement.

Articles 21 à 33

19. **M^{me} Cisternas Reyes** demande comment et en utilisant quels indicateurs la Hongrie mesure la qualité de l'enseignement, inclusif ou spécialisé, dispensé aux étudiants handicapés et si elle applique les normes pertinentes de l'Union européenne. Elle demande aussi quel pourcentage de personnes handicapées a accès à des services de réadaptation, dans des centres spécialisés ou dans des structures de proximité, et quel type d'aides techniques le Gouvernement fournit, en particulier aux personnes à faible revenu.

20. Elle demande où en est le traitement des données recueillies lors du recensement de 2012, auquel l'État partie fait référence dans ses réponses à la liste des points à traiter (CRPD/C/HUN/Q/1/Add.1). Elle souhaiterait savoir en particulier quel pourcentage de personnes handicapées, ventilé par sexe, y compris celles qui sont des travailleurs indépendants ou qui travaillent dans des coopératives, est présent sur le marché du travail. Elle demande quels effets auront sur le droit du travail les amendements apportés au Code

civil concernant la tutelle, compte tenu du fait que les règles en vigueur interdisent aux personnes handicapées placées sous tutelle de signer un contrat de travail sans le consentement de leur tuteur légal, et s'il est prévu de modifier ces règles.

21. **M. Ríos Espinosa** demande s'il est exact, ainsi qu'il a cru comprendre, que les délinquants n'ayant pas la capacité juridique, et donc non susceptibles de poursuites au pénal, font l'objet de mesures de remplacement. Si tel est le cas, il souhaiterait savoir quelles dispositions ont été prises pour garantir que les mesures en question ne soient pas plus sévères que les peines ou sanctions qui s'appliqueraient autrement. Il demande si, avant de prendre la décision de placer un enfant dans une école ordinaire ou dans une école spécialisée, le comité d'experts chargé de trancher consulte les parents de l'enfant ou l'enfant et si leur opinion est prise en compte.

22. **M. Langvad** dit que le Règlement (CE) n° 1107/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 concernant les droits des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite lorsqu'elles font des voyages aériens requiert des États signataires qu'il l'applique au niveau national. Il en va de même pour ce qui concerne la directive 2001/85/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2001 concernant des dispositions particulières applicables aux véhicules destinés au transport des passagers et comportant, outre le siège du conducteur, plus de huit places assises, et modifiant les directives n°s 70/156/CEE et 97/27/CE, qui stipule que tous les nouveaux autobus doivent être conformes aux normes en matière d'accessibilité pour les personnes handicapées. Il invite la délégation à préciser les déclarations faites antérieurement au cours du dialogue à propos de ces règlements et de leur application en Hongrie.

23. **M. Juhász** (Hongrie) dit que tous les nouveaux tramways, autobus ou trains doivent être conformes aux normes en matière d'accessibilité pour les personnes handicapées. En ce qui concerne les voyages aériens, de nouveaux règlements dans ce domaine ne sont pas possibles, ainsi que M. Juhász l'a souligné précédemment, en raison du domaine d'application de la réglementation de l'Union européenne mentionné par M. Landvad. À cet égard, il tient à appeler l'attention des membres du Comité sur le fait qu'il n'y a pas de trafic commercial aérien intérieur en Hongrie mais uniquement des vols commerciaux internationaux.

24. **M. Langvad** demande pourquoi les personnes handicapées placées sous tutelle peuvent se voir refuser le droit de voter en Hongrie et quels sont les obstacles qui font que le Gouvernement ne peut garantir à toutes les personnes l'exercice de ce droit. Il rappelle que l'article 29 de la Convention garantit à toutes les personnes, quel que soit leur handicap, la jouissance des droits politiques et la possibilité de les exercer sur la base de l'égalité avec les autres. D'autre part, la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) du Conseil de l'Europe, dont la Hongrie est membre, a déclaré que nul ne pouvait se voir privé du droit de voter et le Comité négocie actuellement avec le Comité des droits de l'homme une proposition visant à modifier l'Observation générale n° 25 (1996) de ce dernier sur la participation aux affaires publiques, le droit de vote et le droit d'accéder dans des conditions d'égalité aux fonctions publiques, pour qu'il soit clair que les personnes handicapées ne peuvent se voir refuser le droit de vote.

25. **M^{me} Degener** demande pourquoi, selon la nouvelle loi fondamentale, les décisions relatives au suffrage des personnes handicapées doivent être prises au cas par cas par un tribunal. Elle demande un complément d'information sur les dispositions provisoires adoptées à l'égard des personnes placées sous tutelle et dépouillées de leur droit de vote avant l'entrée en vigueur de la loi fondamentale.

26. Conformément à la demande formulée au paragraphe 22 de la liste des points à traiter (CRPD/C/HUN/Q/1), la délégation devrait indiquer si des outils et services en matière de santé sexuelle et procréative sont à la disposition des personnes handicapées

sous des formes accessibles et au moyen de technologies adaptées, dans des modes de communication améliorée ou alternative, ainsi que dans la langue des signes.

27. Enfin, elle demande si le Conseil national du handicap est indépendant du Gouvernement et s'il a adhéré aux Principes de Paris. Si tel n'est pas le cas, elle pose la question de savoir si la création d'une unité sur le handicap pourrait être envisagée au sein de l'office du commissaire parlementaire sur les droits des citoyens aux fins de surveiller l'application de la Convention par la Hongrie.

28. **M^{me} Maina** demande dans quelle mesure les personnes atteintes d'un handicap psychosocial participent à la formulation et à la révision des lois en Hongrie. Elle demande si l'État partie a bien compris qu'en vertu de l'article 24, lu conjointement avec l'article 12, de la Convention, les États parties sont tenus d'abandonner progressivement l'approche médicale à l'égard des personnes atteintes d'un handicap psychosocial: ces personnes doivent être considérées, non pas comme des malades, mais comme des personnes ayant un handicap et ayant droit, de ce fait, à une réadaptation dans des conditions qui respectent leurs préférences et leur autonomie. Pour garantir que ces conditions soient respectées, les professionnels de la santé doivent recevoir une formation portant sur les dispositions de la Convention. Elle est préoccupée de constater que les pratiques de soins de santé mentale et les programmes de réadaptation des personnes souffrant d'un handicap psychosocial ne sont toujours pas conformes aux articles 12 et 13 de la Convention. Étant donné qu'un processus de révision des lois est en cours, elle tient à encourager le Gouvernement à consulter des experts pour être assuré de ne pas manquer aux obligations qui lui incombent en vertu des articles en question. Elle partage l'avis de M. Langvad, selon lequel il est important de faire en sorte que les personnes atteintes de handicaps mentaux et intellectuels jouissent de leur droit de vote sur la base de l'égalité avec les autres.

29. **M^{me} Quan-Chang** dit qu'elle souhaiterait avoir un complément d'information sur les lieux de détention dans lesquelles se trouvent des détenus atteints d'un handicap mental ou intellectuel. Elle souhaiterait en particulier avoir des détails sur le placement en isolement de ces personnes et les soi-disant «traitements médicaux» qui leur sont administrés et sont potentiellement sources d'actes de torture ou de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. On ne voit pas clairement si le Conseil national du handicap est le mécanisme qui contrôle l'application de la Convention en Hongrie. Si tel n'est pas le cas, M^{me} Quan-Chang souhaiterait savoir si l'État partie à l'intention de créer un organe indépendant pour s'acquitter de cette fonction.

30. **M^{me} Peláez Narváez** se félicite de ce que le handicap ait été inscrit comme circonstance aggravante dans le Code pénal. Elle se dit préoccupée par la réponse apportée par l'État partie aux questions soulevées au paragraphe 19 de la liste des points à traiter, selon laquelle le secrétariat d'État à la santé a rédigé un protocole professionnel relatif à la stérilisation médicale. L'existence d'un tel protocole ne justifie pas le maintien de la pratique de la stérilisation médicale des personnes handicapées, qui est une atteinte manifeste à leurs droits fondamentaux. La délégation est invitée à fournir des explications complémentaires.

31. Elle apprécierait un complément d'information sur les mesures que prend le Gouvernement pour réduire le nombre d'enfants handicapés séparés de leurs parents puis placés en institution. Elle souhaiterait aussi savoir quelles mesures sont prises pour appliquer la recommandation du Comité des droits de l'enfant sur cette question. Enfin, elle demande si les mères handicapées sont autorisées à élever leurs enfants à la maison, s'il existe des lits d'examen gynécologique spéciaux pour les femmes à mobilité réduite et s'il y a des appareils de mammographie adaptés pour les femmes en fauteuil roulant.

32. **M. Tatić** aimerait savoir combien de foyers pour femmes et enfants victimes de violences familiales sont accessibles aux personnes handicapées. Il serait utile que la

délégation donne davantage d'informations sur le type d'installations prévues pour les enfants handicapés qui sont inscrits dans un établissement scolaire ordinaire. Étant donné que la notion d'aménagement raisonnable est relativement nouvelle en Hongrie, le Comité pourrait peut-être aider l'État partie à mieux l'appliquer.

33. **M. Kim Hyung Shik** demande des explications au sujet de l'expression «établissements de résidence permanente», constatant que le nombre de places dans ces établissements semble s'accroître en dépit de la stratégie de désinstitutionalisation suivie par l'État partie. Il fait observer qu'il y a une certaine confusion dans le rapport initial autour de la notion d'aménagement raisonnable qui ne semble pas aller de pair, d'après le rapport, avec la fourniture d'un enseignement adapté. Il y a la même confusion tout au long du document en ce qui concerne la distinction entre les termes «intégration» et «inclusion». M. Kim Hyung Shik souhaiterait avoir un complément d'information sur l'application par l'État partie du paragraphe 3 de l'article 33 de la Convention.

34. **M. Ben Lallahom** demande si les personnes handicapées sont représentées dans le corps législatif en Hongrie. Si tel n'est pas le cas, il pose la question de savoir si elles sont représentées par des ONG, si ces dernières peuvent participer à la rédaction des textes juridiques et si leurs opinions sont prises en compte.

35. **Le Président**, prenant la parole en son nom personnel, demande quels types d'aménagements raisonnables sont prévus pour les enfants aveugles et malvoyants qui souhaitent fréquenter l'école ordinaire.

36. **M^{me} Cisternas Reyes** demande si, depuis l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État partie, un registre des personnes qui ont été stérilisées conformément à une demande adressée aux tribunaux par leur tuteur légal est tenu.

37. **M^{me} Yang Jia** demande quelles mesures le Gouvernement prend pour encourager le recrutement de personnes handicapées dans la fonction publique et quels efforts sont faits pour encourager leur avancement à des postes nécessitant plus de qualifications compte tenu du fait que la plupart des emplois réservés aux personnes handicapées dans les ateliers protégés nécessitent peu de qualifications.

La séance est suspendue à 11 h 30; elle est reprise à midi.

38. **M^{me} Kissné Horváth** (Hongrie) dit que le réseau des foyers accueillant des femmes et des enfants handicapés victimes de violences au sein de la famille se compose de structures intégralement ou partiellement accessibles. Des données complémentaires seront fournies au Comité ultérieurement.

39. **M^{me} Bódiné Pajer** (Hongrie) dit que le Gouvernement fait le maximum pour que les enfants handicapés puissent vivre chez eux avec leurs parents, en versant à ces derniers des allocations généreuses et en leur donnant accès à des services spécialisés.

40. **M^{me} Kissné Horváth** (Hongrie) dit que des organisations de professionnels et de patients participent à l'élaboration de protocoles concernant les personnes bénéficiant d'un soutien psychosocial et les personnes atteintes d'un handicap psychosocial ainsi qu'à la révision de ceux-ci. La création d'un système uniforme ne faisant pas de distinction entre ces groupes progresse.

41. **M. Pallo** (Hongrie) dit que les personnes souffrant d'un grave handicap mental qui commettent une infraction mettant en danger la vie ou l'intégrité d'une autre personne ne sont pas punies; par contre, elles doivent se soumettre à un traitement qui leur est ordonné par le tribunal. Elles sont détenues dans des établissements de soins spécialisés pour une durée qui ne dépasse pas la durée maximum de privation de liberté correspondant à l'infraction commise et leur situation est revue tous les six mois. Les personnes atteintes

d'un handicap mental moins grave sont passibles d'une peine privative de liberté et participent à des thérapies de groupe en purgeant leur peine.

42. Toute affaire de violence, torture ou traitement inacceptable de personnes privées de liberté donne lieu à des poursuites dans toute la mesure que permet la loi et fait l'objet d'un compte rendu public sur le site Web du Comité Helsinki de Hongrie. Un programme spécial dans le cadre duquel les détenus bénéficient d'une assistance juridique et d'une représentation en justice a donné des résultats positifs. L'accent est mis fortement sur la formation initiale et en cours d'emploi du personnel pénitentiaire, conformément aux normes de l'Union européenne.

43. **M^{me} Csicsely** (Hongrie) dit que la stérilisation forcée des femmes handicapées est interdite sauf si elle est ordonnée par un tribunal.

44. **M^{me} Bódiné Pajer** (Hongrie) dit que les personnes handicapées qui font actuellement l'objet d'une prise en charge institutionnelle sont le groupe cible de la stratégie de désinstitutionalisation du Gouvernement, qui a été appliquée jusqu'à présent dans quatre grands établissements. Des services d'accompagnement dans le milieu de vie sont fournis sur la base d'une évaluation complexe des besoins des personnes intéressées, compte tenu de leurs souhaits. À l'avenir, le Gouvernement espère créer de nouveaux établissements adaptés aux besoins des résidents.

45. **M^{me} Nagy** (Hongrie) dit que, selon la loi sur l'enseignement public, les enfants ayant des besoins particuliers reçoivent un enseignement de même qualité que les autres enfants et l'accès à des enseignants à même de répondre à leurs besoins ainsi qu'à des outils adaptés leur est garanti. Les écoles qui, par le passé, accueillaient exclusivement des enfants ayant des besoins particuliers ont été converties en centres pédagogiques qui apportent leur aide aux écoles ordinaires que fréquentent ces élèves. En vertu d'un règlement adopté en 2010, les enfants ayant des besoins particuliers sont examinés par des experts qui fournissent ensuite une liste d'écoles répondant à leurs besoins. Les parents de l'enfant ont alors dix jours ouvrés pour choisir une école sur cette liste. Si les parents n'acceptent pas les recommandations, ils peuvent engager une procédure administrative contre les experts indépendants mais cela arrive rarement.

46. Des mesures sont prises pour garantir que le coût des aménagements raisonnables dans les écoles soit pris en charge par les autorités locales et ne constitue pas une lourde charge pour les parents. Les élèves peuvent passer les examens oralement plutôt que par écrit si nécessaire. Au moment de leur inscription à l'école, les enfants ayant des besoins particuliers peuvent faire part de leur intention d'utiliser tous les aménagements raisonnables mis à leur disposition conformément à la loi. Des services d'interprétation en langue des signes et des ordinateurs à gros caractères sont à la disposition des élèves. Les manuels ne sont sélectionnés pour un usage scolaire que si l'éditeur propose également une édition pour enfants malvoyants.

47. La décision de placer un enfant dans une école ordinaire ou une école spécialisée est réexaminée chaque année ou à la demande des parents. Moins de 20 % de la totalité des enfants ayant des besoins particuliers en Hongrie fréquentent des écoles spécialisées. Au niveau secondaire, il existe des dortoirs accessibles pour les enfants ayant des besoins particuliers et pour les enfants handicapés.

48. **M^{me} Sebestyén** (Hongrie) dit que le Ministère d'État pour l'intégration sociale attache une grande importance à l'éducation des enfants handicapés. Un programme spécial a été lancé en faveur des enfants ayant de multiples désavantages, notamment les enfants handicapés vivant dans la pauvreté ou ayant d'autres problèmes, par l'intermédiaire duquel ces enfants bénéficient d'un soutien psychosocial et pédagogique.

49. **M. Szőke** (Hongrie) dit que le Gouvernement soutient l'éducation inclusive et fournit divers outils et aides pour permettre aux enfants handicapés de fréquenter l'école ordinaire. Plusieurs écoles ont fait des appels d'offres pour des projets visant à rendre leurs infrastructures et leurs techniques de communication plus accessibles. Il est important de former tous les enseignants aux méthodes d'enseignement conçues pour les enfants handicapés. Toutefois, des institutions adaptées aux besoins de ces enfants, avec des enseignants spécialisés, peuvent aussi être utiles et dans certains cas la seule option viable.

50. **M. Juhász** (Hongrie) dit que, à partir de 2014, les parents d'enfants sourds ou malentendants, pourront choisir pour leurs enfants entre l'enseignement inclusif ou l'enseignement bilingue, en hongrois ou en langue des signes.

51. **M^{me} Kissné Horváth** (Hongrie) dit qu'il existe des clauses juridiques strictes pour protéger les droits des personnes ayant une capacité juridique limitée. Toute personne qui participe à une expérience médicale doit donner son libre consentement par écrit. Un examen des études cliniques est en cours pour vérifier qu'elles portent, entre autres, sur les personnes souffrant de maladies rares, afin que toutes les personnes handicapées puissent jouir du plein accès aux nouveaux produits ayant fait l'objet d'essais cliniques.

52. Des mammographies sont pratiquées dans toutes les régions du pays et 70 % des femmes concernées sont examinées régulièrement. Les appareils de mammographie sont pleinement accessibles aux femmes handicapées et un système centralisé a été mis en place pour garantir que les femmes handicapées de l'ensemble du pays aient aussi accès à d'autres tests et traitements, tels que le dépistage du cancer du col de l'utérus.

53. Le Gouvernement a l'intention de fournir à toutes les institutions de l'État la liste des divers types de soutien et d'assistance qu'elles sont tenues de fournir aux personnes handicapées et d'aider les institutions à lancer ces services aussi rapidement et aussi efficacement que possible.

54. **M^{me} Nagy** (Hongrie) dit que la réadaptation individualisée fait partie, dans les écoles secondaires, du programme d'études des enfants handicapés. Le coût de ces services est couvert par le système de sécurité sociale. Divers équipements médicaux et dispositifs d'assistance sont mis à disposition pendant la réadaptation et le Gouvernement souhaiterait mettre sur pied un système qui permettrait aux étudiants d'emprunter ces matériels pour s'en servir chez eux. En 2011, une nouvelle aile du centre national de réadaptation a été inaugurée. La nouvelle structure est la seule de son genre dans l'Union européenne et elle propose diverses formes de réadaptation, y compris sur le plan psychosocial.

55. **M. Dávid** (Hongrie) dit que 15 000 personnes jusqu'à présent ont participé à un projet de réadaptation professionnelle mis en place pour la période 2010-2013 et 8 000 d'entre elles ont trouvé un emploi. Dès que le projet touchera à son terme, un autre du même type le remplacera. Il est vrai que la plupart des personnes handicapées présentes sur le marché du travail exercent des emplois peu qualifiés. Pour encourager les employeurs à recruter des personnes handicapées, le Gouvernement a publié un règlement selon lequel ils sont tenus de s'acquitter d'une taxe spéciale s'il y a moins de 5 % de personnes handicapées parmi leurs employés. Il subventionne par ailleurs un réseau de 32 ONG qui offrent un marché du travail parallèle pour les personnes handicapées et espère améliorer ce réseau à l'avenir.

56. **M. Pallo** (Hongrie) dit que, selon la nouvelle réglementation, la capacité juridique d'une personne ne peut être limitée que par une décision de justice rendue par un juge après examen approfondi de la situation particulière de la personne concernée. Les personnes sous tutelle dont la capacité juridique a été limitée dans le cadre de cette procédure peuvent conclure des contrats de travail.

57. **M^{me} Nagy** (Hongrie) dit que, selon la loi sur l'enseignement supérieur, les enseignants des établissements d'enseignement supérieur doivent avoir été formés de manière à pouvoir répondre aux besoins des étudiants handicapés. Depuis 2007, le nombre d'étudiants handicapés faisant des études supérieures a beaucoup augmenté.

58. **M. Tallódi** (Hongrie) dit que, lorsque la nouvelle réglementation sur la tutelle sera entrée en vigueur, un tribunal ne pourra prendre de décision limitant le droit d'une personne atteinte d'un handicap psychosocial de participer aux élections que dans des cas exceptionnels. Cette approche individualisée constitue un progrès majeur. Selon les dispositions provisoires accompagnant la loi fondamentale, les personnes sous tutelle qui n'avaient pas le droit de voter au 1^{er} janvier 2012 pourront demander un réexamen judiciaire de la décision prise. Le tribunal établira alors si le problème ayant conduit à la limitation des droits existe toujours.

59. **M. Soltész** (Hongrie) remercie les membres du Comité de leur participation à un dialogue constructif. Il dit que la nature des questions posées montre qu'ils attendent beaucoup du Gouvernement hongrois et il les assure que toute lacune sera comblée en temps opportun. La coopération engagée entre le Gouvernement et le Comité donnera des résultats à court et à long terme.

60. **M. Tatić** (Rapporteur pour la Hongrie) dit qu'il est très satisfait des réponses qu'il a reçues à ses questions et félicite la délégation de se montrer disposée à continuer de coopérer avec le Comité, dont les attentes sont certes élevées en raison du fait que la Hongrie a été l'un des premiers États à ratifier la Convention. Il espère que le dialogue avec le Comité aidera le Gouvernement à achever la mise au point du nouveau Code civil, en consultation avec la société civile, pour que la législation nationale soit mise en conformité avec l'article 12 de la Convention. Il espère aussi que le Gouvernement approfondira sa réflexion sur le délai de trente ans, dont on peut dire qu'il est assez long, qui a été fixé pour parvenir à une complète désinstitutionalisation et sur la manière d'atteindre au mieux cet objectif. Il se félicite de ce que la notion d'aménagement raisonnable s'applique dans la pratique dans le pays et espère que la législation nationale sera modifiée pour que le non-respect de cette notion soit considéré comme une forme de discrimination.

La séance est levée à 12 h 55.